ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Affaires sociales, le 6 avril 1982, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité", a donné le 8 avril 1982 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 6e april 1982 door de Minister van Sociale Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 november 1963 tot uitvoering van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering", heeft de 8e april 1982 het volgend advies gegeven :

INTITULE.

Le projet d'arrêté royal ne modifie pas seulement l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité. Il assure également l'exécution de l'article 3 de l'arrêté royal n° 3 du 15 février 1982 qui modifie la loi précitée, en fixant la date d'entrée en vigueur de ce dernier arrêté.

L'intitulé suivant est, en conséquence, proposé :

"Arrêté royal fixant la date d'entrée en vigueur de l'arrêté royal n° 3, du 15 février 1982, modifiant la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, et modifiant l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de cette loi".

PREAMBULE.

Le texte suivant est proposé :

"Vu la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, notamment l'article 64, l'article 66, modifié par l'arrêté royal n° 3 du 15 février 1982, et l'article 68, modifié par les lois des 27 juin 1969 et 20 juillet 1971 et par l'arrêté royal n° 3 du 15 février 1982;

Vu l'arrêté royal n° 3 du 15 février 1982 modifiant la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, notamment l'article 3;

.../...

Vu l'arrêté royal du 4 novembre 1963 portant exécution de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, notamment l'article 195, modifié par les arrêtés royaux du 23 octobre 1967, du 27 décembre 1974 et du 8 décembre 1981, l'article 204, modifié par les arrêtés royaux du 29 juin 1967, du 23 octobre 1967, du 12 novembre 1970, du 3 septembre 1971 et du 12 juillet 1976, et l'article 215, modifié par l'arrêté royal du 3 septembre 1971;

Vu l' avis ... (la suite comme au projet)".

DISPOSITIF.

Observation préliminaire.

Le projet d'arrêté royal trouve son fondement légal notamment dans l'article 66 de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, tel qu'il est modifié par l'arrêté royal n° 3 du 15 février 1982.

L'entrée en vigueur de celui-ci conditionne donc la légalité du projet d'arrêté royal.

Aux termes de l'article 3 de l'arrêté royal n° 3 du 15 février 1982, le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de celui-ci. L'article 8 du projet, qui assure l'exécution de cette disposition, doit logiquement former l'article ler du projet d'arrêté royal; le numérotage des articles ler à 7 doit être revu en conséquence.

Article ler (devenant l'article 2).

De la combinaison de l'article 168ter en projet et des articles 168quater et quinquies en projet, il ressort que la loi du 9 août 1963 s'applique aux travailleurs qui sont définis dans ces deux derniers articles et qui remplissent les conditions énumérées à l'article 168ter.

1. Pour la facilité de la compréhension, il est proposé de placer les définitions en tête de la section 4 et de reporter, par conséquent, à l'article 168quinquies la disposition formant dans le projet l'article 168ter.

2. L'article 168quinquies en projet (devenant 168quater) entend définir les travailleurs temporaires et intérimaires par référence à la loi du 28 juin 1976 portant réglementation provisoire du travail temporaire, du travail intérimaire et de la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs. Or, cette loi, qui avait un caractère temporaire aux termes de son article 47, a cessé de produire ses effets le 30 novembre 1981. Il n'est donc pas permis de s'y référer, alors surtout que son article ler, principalement dans ses paragraphes 2 et 5, conférait des habilitations qui permettaient d'étendre la portée de la notion de travail temporaire et que ces habilitations ne peuvent évidemment plus être exercées, leur fondement légal ayant disparu. Il conviendrait donc que l'article 168quater (ex quinquies) en projet contienne, au 1°, des définitions propres des travailleurs temporaires et des travailleurs intérimaires.

3. L'article 3 de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 énumère les diverses catégories de personnes auxquelles l'application de la loi du 27 juin 1969 est étendue. Le 4° a été modifié par l'arrêté royal du 15 juin 1970, mais la catégorie de

.../...

personnes qui y est visée n'est pas qualifiée de "travailleurs à domicile".

Aussi est-il proposé d'écrire à l'article 168quinquies (devenu quater), 2°, "les travailleurs visés à l'article 3, 4°, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 ...".

Si le Gouvernement entend que la référence à l'article 3, 4°, de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 soit faite au texte tel qu'il est actuellement en vigueur, il convient d'ajouter, à la fin du 2°, les mots "modifié par l'arrêté royal du 15 juin 1970".

La section se présenterait comme suit, compte tenu d'améliorations de forme qui ne nécessitent pas de commentaires particuliers :

"Article 168ter (ex quater). Il faut entendre par travailleurs saisonniers les travailleurs qui effectuent des périodes de travail dont la durée est limitée soit en raison de la nature saisonnière du travail, soit ... (la suite comme au projet).

Article 168quater (ex quinquies). Il faut entendre par travailleurs intermittents :

1° (voir l'observation n° 2 ci-dessus);
2° (voir l'observation n° 3 ci-dessus).

Article 168quinquies (ex ter). Pour l'application de la loi précitée du 9 août 1963, sont considérés comme travailleurs saisonniers ou comme travailleurs intermittents, les travailleurs visés aux articles 168ter et 168quater qui, en dehors des périodes de travail visées à ces articles, d'une part, ne sont ni assujettis à l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité,

.../...

secteur des indemnités, en vertu de la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, ni soumis à l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés, et, d'autre part, ne remplissent pas les conditions d'admission au bénéfice des allocations de chômage ou renoncent volontairement à celles-ci".

Article 3 (devenant l'article 4).

Cet article complète certains alinéas et insère un nouvel alinéa dans un texte déjà fort long.

Il serait souhaitable que l'article 3 reproduise intégralement l'article 204 de l'arrêté royal du 4 novembre 1963 en y incluant les modifications et en le divisant en paragraphes.

Au 2°, il convient de substituer dans le texte français le verbe "accomplir" au verbe "prester". La même observation vaut pour l'article 6 (devenant l'article 7), alinéa 2.

Les mots "de par leur régime de travail" doivent être remplacés par "en raison de leur régime de travail".

Au 3°, il convient de remplacer "l'alinéa précédent" par "l'alinéa 3".

Le nouvel alinéa en projet n'indique pas à quoi sont assimilées les périodes d'inactivité visées à l'alinéa 3. Il est proposé d'écrire : "sont prises en compte à concurrence ...".

.../...

Article 4 (devenant l'article 5).

Dans le texte français, il faut remplacer deux fois le mot "libellé" par "intitulé".

Article 5 (devenant l'article 6).

Il se recommanderait, pour des motifs de clarté, de reproduire intégralement le texte de l'article 215, tel que le projet tend à le modifier.

OPSCHRIFT.

Het ontwerp van koninklijk besluit wijzigt niet alleen het koninklijk besluit van 4 november 1963 tot uitvoering van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering. Het regelt ook de uitvoering van artikel 3 van het koninklijk besluit nr 3 van 15 februari 1982 dat de eerdervermelde wet wijzigt, doordat het de datum van inwerkingtreding van dat besluit vaststelt.

Bijgevolg wordt het volgende opschrift voorgesteld :

"Koninklijk besluit tot vaststelling van de datum van inwerkingtreding van het koninklijk besluit nr 3 van 15 februari 1982 tot wijziging van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, en tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 november 1963 tot uitvoering van die wet".

AANHEF.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Gelet op de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, inzonderheid op artikel 64, artikel 66, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr 3 van 15 februari 1982, en artikel 68, gewijzigd bij de wetten van 27 juni 1969 en 20 juli 1971 en bij het koninklijk besluit nr 3 van 15 februari 1982;

.../...

Gelet op het koninklijk besluit nr 3 van 15 februari 1982 tot wijziging van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op het koninklijk besluit van 4 november 1963 tot uitvoering van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, inzonderheid op artikel 195, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 23 oktober 1967, 27 december 1974 en 8 december 1981, artikel 204, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 29 juni 1967, 23 oktober 1967, 12 november 1970, 3 september 1971 en 12 juli 1976, en artikel 215, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 3 september 1971;

Gelet op het advies ... (voorts zoals in het ontwerp)".

BEPALEND GEDEELTE.

Voorafgaande opmerking.

Het ontwerp van koninklijk besluit ontleent zijn rechtsgrond onder meer aan artikel 66 van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, zoals het is gewijzigd bij het koninklijk besluit nr 3 van 15 februari 1982.

Dat besluit moet derhalve in werking zijn getreden, wil het ontworpen koninklijk besluit wettig zijn.

.../...

Luidens artikel 3 van het koninklijk besluit nr 3 van 15 februari 1982 bepaalt de Koning de datum waarop dat besluit in werking treedt. Artikel 8 van het ontwerp, dat de uitvoering van die bepaling regelt, moet logischerwijs artikel 1 van het ontworpen koninklijk besluit vormen; de artikelen 1 tot 7 behoren dienovereenkomstig te worden vernummerd.

Artikel 1 (dat artikel 2 wordt).

Uit de samenlezing van het ontworpen artikel 168ter en de ontworpen artikelen 168quater en quinquies blijkt dat de wet van 9 augustus 1963 van toepassing is op de in die laatste twee artikelen gedefinieerde werknemers die voldoen aan de voorwaarden van artikel 168ter.

1. Ter wille van de bevattelijkheid wordt voorgesteld de omschrijvingen vooraan in afdeling 4 te plaatsen en bijgevolg de bepaling die in het ontwerp artikel 168ter vormt, te verschuiven naar artikel 168quinquies.

2. Het ontworpen artikel 168quinquies (dat 168quater wordt) bedoelt de tijdelijke werknemers en de uitzendkrachten te omschrijven door te verwijzen naar de wet van 28 juni 1976 houdende voorlopige regeling van de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers. Die wet was er een van tijdelijke aard en heeft, luidens haar artikel 47, opgehouden uitwerking te hebben op 30 november 1981. Er mag dus niet naar worden verwezen, vooral daar artikel 1 van die wet, voornamelijk in de paragrafen 2 en 5, bevoegdheden verleende op grond waarvan het begrip tijdelijke arbeid kon worden verruimd, en die bevoegdheden vanzelfsprekend niet meer kunnen

.../...

worden uitgeoefend nu daarvoor geen rechtsgrond meer voorhanden is. Derhalve zou het ontworpen artikel 168quater (ex quinquies) onder 1° eigen omschrijvingen van tijdelijke werknemers en uitzendkrachten moeten bevatten.

3. Artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 november 1969 noemt de verschillende categorieën van personen tot welke de toepassing van de wet van 27 juni 1969 wordt verruimd. Het 4° is gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 juni 1970, maar de aldaar bedoelde categorie van personen is niet als "huisarbeiders" gekwalificeerd.

Derhalve wordt voorgesteld in artikel 168quinquies (dat quater wordt), 2°, te schrijven "de arbeiders bedoeld in artikel 3, 4°, van het koninklijk besluit van 28 november 1969 ...".

Indien de Regering naar artikel 3, 4°, van het koninklijk besluit van 28 november 1969 wil verwijzen in de formulering die thans van kracht is, moeten aan het slot van 2° de woorden "gewijzigd bij het koninklijk besluit van 15 juni 1970" worden toegevoegd.

De afdeling zou zich dan, met inachtneming van vormverbeteringen die geen bijzondere commentaar behoeven, als volgt voordoen :

"Artikel 168ter (ex quater). Onder seizoenarbeiders wordt verstaan, de werknemers die arbeidstijdvakken vervullen waarvan de duur beperkt is hetzij wegens de seizoengebonden aard van het werk, hetzij ... (voorts zoals in het ontwerp).

.../...

Artikel 168quater (ex quinquies). Onder arbeiders bij tussenpozen wordt verstaan :

1° (zie opmerking nr 2 hiervoren);

2° (zie opmerking nr 3 hiervoren).

Artikel 168quinquies (ex ter). Voor de toepassing van de voornoemde wet van 9 augustus 1963 worden als seizoenarbeiders of als arbeiders bij tussenpozen beschouwd de in de artikelen 168ter en 168quater bedoelde werknemers die, buiten de in die artikelen bedoelde arbeidstijdvakken, enerzijds, noch onderworpen zijn aan de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering, sector uitkeringen, krachtens de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, noch onder toepassing vallen van de besluitwet van 10 januari 1945 betreffende de maatschappelijke zekerheid der mijnwerkers en ermede gelijkgestelden, en, anderzijds, niet voldoen aan de voorwaarden om recht te hebben op werkloosheidsuitkeringen of die uitkeringen vrijwillig verzaken".

Artikel 3 (dat artikel 4 wordt).

Dit artikel vult een aantal leden aan en voegt een nieuw lid toe aan een reeds zeer lange tekst.

Het ware verkieslijk in artikel 3 het gehele artikel 204 van het koninklijk besluit van 4 november 1963 te herhalen nadat de wijzigingen erin zijn verwerkt en de tekst in paragrafen is ingedeeld.

.../...

In de tekst onder 2° gebruike men in de Franse tekst het werkwoord "accomplir" in plaats van "prester". Dezelfde opmerking geldt voor artikel 6 (dat artikel 7 wordt), tweede lid.

De woorden "als gevolg van hun arbeidsregeling" moeten worden vervangen door "wegens hun arbeidsregeling".

In de tekst onder 3° vervange men de woorden "het vorig lid" door "het derde lid".

Het ontworpen nieuw lid zegt niet waarmee de in het derde lid bedoelde inactiviteitsperiodes worden gelijkgesteld. Voorgesteld wordt te schrijven : "worden meegerekend ten belope ...".

Artikel 4 (dat artikel 5 wordt).

In de Franse tekst vervange men tweemaal het woord "libellé" door "intitulé".

Artikel 5 (dat artikel 6 wordt).

Het zou wenselijk zijn, ter wille van de duidelijkheid, de tekst van artikel 215, zoals het ontwerp die bedoelt te wijzigen, in zijn geheel te herhalen.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

Madame : R. DEROY, greffier assumé.
Mevrouw : toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. J. SALMON, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. P. TAPIE.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. SALMON, auditeur.